

Les Canadiens très satisfaits de la protection sociale en général, mais préoccupés par l'accès aux soins de santé

L'enquête internationale de l'OCDE Des risques qui comptent examine la perception des citoyens vis-à-vis des risques sociaux et économiques et la réactivité de leur gouvernement. L'échantillon représentatif de 27 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans 27 pays de l'OCDE permet de mieux comprendre les attentes en matière de politique sociale, notamment face à la crise du coût de la vie.

Environ la même proportion de répondants s'inquiètent de leurs finances et de leur bien-être général au Canada (73 %) que dans l'ensemble des pays participants (75 %) (Graphique 1). L'inflation est probablement un facteur clé pour cela, puisque 94 % des personnes interrogées s'inquiètent de l'inflation au Canada.

Les inquiétudes concernant le paiement de leurs propres factures au cours des deux prochaines années sont plus répandues chez les 18-29 ans (72 %) que chez les 50-64 ans (47 %) (Graphique 2). Cet écart entre les âges en matière d'inquiétudes économiques est plus important au Canada que dans tout autre pays participant à la RTM 2022.

Parallèlement, le Canada se distingue

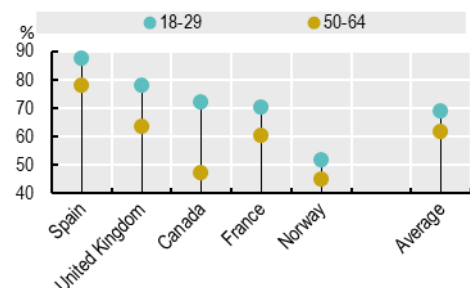
par des proportions élevées de personnes satisfaites de leur accès à une éducation publique de bonne qualité et abordable (59 %), à la sécurité publique (58 %) et aux services d'emploi (51 %). Ces proportions sont bien supérieures aux moyennes internationales (47 %, 44 % et 38 %, respectivement).

Toutefois, parmi tous les groupes d'âge en moyenne, de nombreux répondants canadiens s'inquiètent de l'accès à des soins de santé de bonne qualité (69%) (Graphique 3).

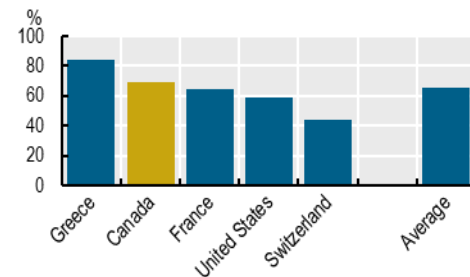
Si les répondants sont plus nombreux à être satisfaits des services de santé publique au Canada (48%) qu'en moyenne au niveau international (43%), les adultes plus âgés ont tendance à être moins satisfaits de la qualité et du caractère abordable des services de santé publique que les adultes plus jeunes.

Les inquiétudes concernant l'accès aux soins de santé pourraient refléter les pressions subies pendant la pandémie de COVID-19, mais 47 % des répondants estiment que le gouvernement a fait assez pour répondre à la pandémie - un taux légèrement supérieur à la moyenne de la RTM (45%).

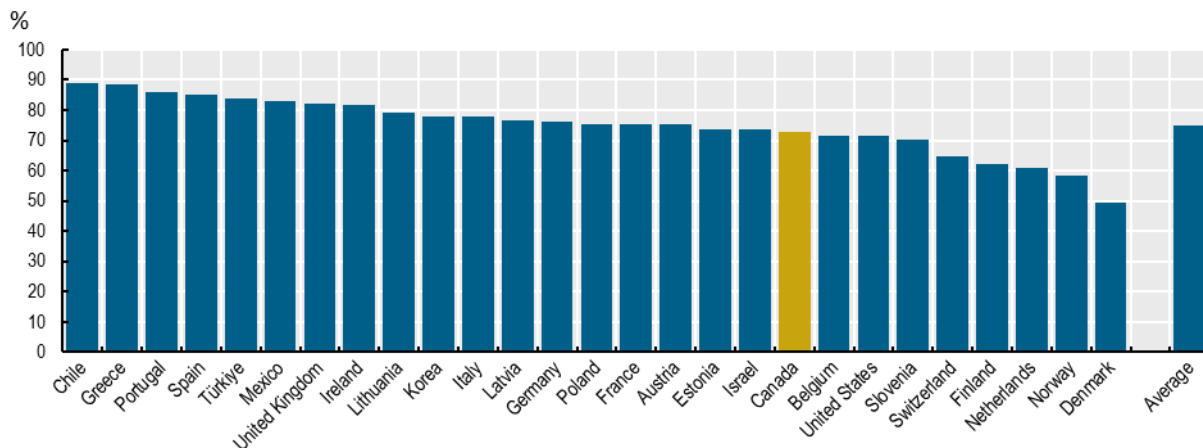
Graphique 2. Proportion de personnes craignant de ne pas pouvoir payer leurs dépenses, par tranche d'âge et par pays, 2022



Graphique 3. Proportion de personnes qui craignent d'avoir accès à des soins de santé de bonne qualité au cours des deux prochaines années, par pays, 2022



Graphique 1. Proportion de personnes qui s'inquiètent de leur situation financière et de leur bien-être social et économique, en 2022



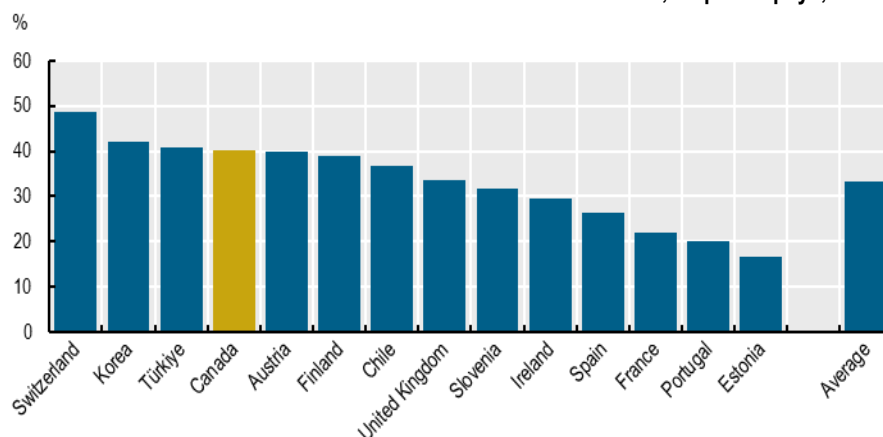
Notes : La moyenne correspond à la moyenne non pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « D'une manière générale, en pensant à l'année ou aux deux années à venir, à quel point êtes-vous préoccupé par les finances et le bien-être social et économique global de votre ménage ? ». Ils pouvaient choisir entre : « Pas du tout inquiet » ; « Peu inquiet » ; « Assez inquiet » ; « Très inquiet » ; « Ne sait pas choisir ». Les données présentent la part des répondants qui se disent « plutôt préoccupés » ou « très préoccupés ». Pour les notes complètes, voir le rapport.

Source : Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022, <http://oe.cd/rtm>.

De nombreux répondants pensent que le gouvernement les soutiendrait s'ils avaient besoin d'aide. Plus de répondants au Canada (40%) que dans la moyenne des pays (33%) ont bon espoir que le soutien du gouvernement serait suffisant pour surmonter les difficultés financières (Graphique 4). Dans l'ensemble, un tiers (32%) des r'pondants pensent qu'elles reçoivent une part équitable des prestations publiques, alors que la moyenne internationale est de 23%.

Toutefois, relativement peu de personnes (36%) affirment qu'elles pourraient facilement accéder aux prestations si elles en avaient besoin, et parmi celles qui pensent qu'elles ne le pourraient pas, 76% affirment qu'elles ne pensent pas que le processus de demande serait rapide ou simple. Les Canadiens sont également plus susceptibles que les répondants des autres pays RTM de déclarer qu'ils auraient recours à l'endettement en cas de difficultés financières.

Graphique 4. Proportion de personnes déclarant être confiants que l'aide gouvernementale serait suffisante en cas de difficultés financières, par pays, 2022



Note : La moyenne correspond à la moyenne non pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « Si vous et votre ménage deviez rencontrer des difficultés financières (comme un revenu ou une épargne insuffisants pour payer les factures), dans quelle mesure êtes-vous confiant dans le fait que : Les prestations en espèces et les services fournis par le gouvernement vous aideraient suffisamment à surmonter les difficultés financières ». Les répondants pouvaient choisir entre : « Pas du tout confiant » ; « Pas si confiant » ; « Assez confiant » ; « Très confiant » ; « Ne peut pas choisir ». Les données présentent la part des répondants qui déclarent être « plutôt confiants » ou « très confiants ». Pour les notes complètes, voir le rapport.

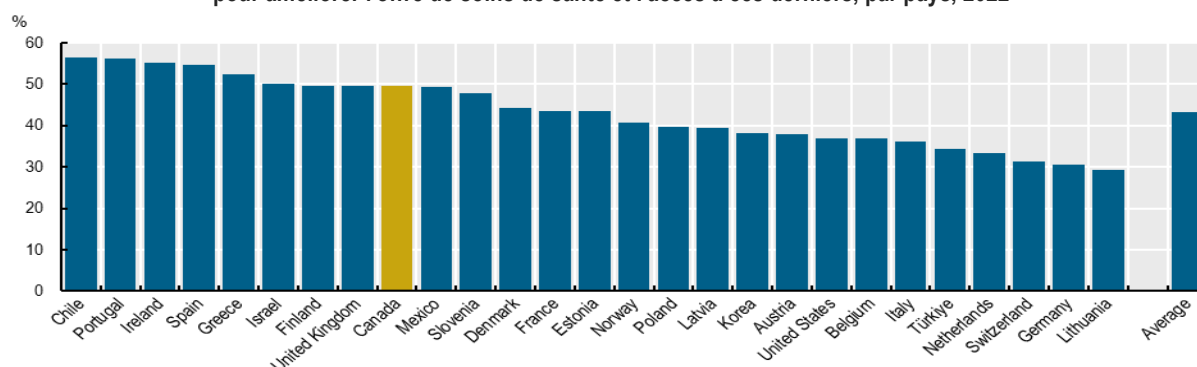
Source : Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022, <http://oe.cd/rtm>.

Comme lors des précédentes vagues de RTM (<http://oe.cd/rtm>), les Canadiens réclament des investissements plus importants dans les soins de santé. 77% d'entre eux pensent que le gouvernement devrait dépenser davantage pour les

soins de santé, et près de la moitié (49 %) des Canadiens déclarent qu'ils seraient prêts à consacrer 2 % de leur revenu aux impôts si cela signifiait qu'ils bénéficieraient d'une meilleure prestation et d'un meilleur accès aux soins (Graphique 5).

Ce chiffre est supérieur à la moyenne internationale (43%). Parallèlement, 65% pensent que le gouvernement devrait redistribuer davantage de revenus des riches vers les pauvres, contre seulement 60% au niveau international.

Graphique 5. Proportion de personnes déclarant qu'elles seraient prêtes à payer 2% de plus de leur revenu en impôts/cotisations sociales pour améliorer l'offre de soins de santé et l'accès à ces derniers, par pays, 2022



Notes : La moyenne correspond à la moyenne non pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « Seriez-vous prêt à payer 2% de plus de votre revenu en impôts/cotisations sociales pour bénéficier d'une meilleure offre et d'un meilleur accès à... : Santé (par exemple, hôpitaux publics, assurance maladie subventionnée, services de santé mentale, etc.) ». Les données de la RTM incluent les répondants âgés de 18 à 64 ans. Pour les notes complètes, voir le rapport.

Source : Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022, <http://oe.cd/rtm>.

L'enquête Risks that Matter de l'OCDE est une enquête transnationale qui examine les préoccupations sociales et économiques des personnes, la manière dont elles estiment que leur gouvernement répond à leurs besoins et attentes, ainsi que les politiques qu'elles aimeraient voir à l'avenir. L'enquête a été réalisée pour la première fois en 2018, pour soutenir la réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales, et ensuite en 2020. L'enquête de 2022, menée d'octobre à décembre 2022, s'appuie sur des échantillons représentatifs au niveau national en Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Corée, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovénie, Espagne, Suisse, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis.